

Art. 5. Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 - 2461

[C - 27478]

18 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de begroting van de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening voor 1995

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en op de wijzigingswetten;
Gelet op de artikelen 148 tot 165 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium,
inzonderheid op artikel 158;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de verdeling van de
ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten,

Besluit :

Art. 1. De werkingsbegroting van de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening bedraagt 2 297 500 F
voor 1995.

Art. 2. Het in artikel 1 bedoelde bedrag dekt alle werkingsuitgaven van de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke
Ordening, met inbegrip van de uitgaven van haar verschillende secties en alle door haar opgerichte werkgroepen.

Art. 3. De uitgaven van de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening worden door het Ministerie van het
Waalse Gewest geboekt op post 12.02.01 van sectie 15, programma 15.01, titel I, van de algemene uitgavenbegroting.
Iedere uitgave moet gerechtvaardigd worden en zal door de voorzitter of de secretaris van de Commissie waar en
oprecht worden verklaard.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

F. 95 - 2462

[C - 27469]

18 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre
1987 concernant l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés
immobilières de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement modifié par le décret du
16 octobre 1986, du 1er décembre 1988 et du 21 octobre 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 concernant l'octroi d'allocations de solidarité en
faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public, modifié par les arrêtés de
l'Exécutif régional wallon des 8 septembre 1988 et 8 novembre 1990 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du
22 juillet 1993;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement donné le 10 avril 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'en raison des modifications apportées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991
relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par
celle-ci, au mode de calcul des loyers des locataires des logements sociaux, il s'impose d'adapter dans les plus brefs
délais l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 concernant l'octroi d'allocations de solidarité en faveur
de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public;

Considérant qu'il y a lieu de permettre la répartition rapide du Fonds de solidarité pour l'année 1994;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon :
l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 concernant l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de
locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public.

Art. 2. L'article 1er, § 1er, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Locataires à revenus modestes" est
supprimé.

Art. 3. L'article 1er, § 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Coefficient revenu moyen (Crm)" est modifié comme suit :

"Coefficient recettes théorique moyen (Crm th) : le rapport entre les recettes théoriques et les loyers de base", soit :

$$\frac{(0,4 * \Sigma LB) + (X th * \Sigma RA)}{\Sigma LB}$$

où :

ΣLB est la somme des loyers de base des logements occupés;

ΣRA est la somme des revenus annuels des locataires;

$X th$ est déterminé à partir des paramètres $X1$ et $X2$ sectoriels moyens et la répartition des locataires de la société par tranches de revenus;

$X1$ et $X2$ sont les paramètres visés à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la S.R.W.L. ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992.

Art. 4. L'article 1er, § 1er, 5°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Coefficient correcteur (Cc)" est remplacé par la disposition suivante :

"Coefficient correcteur (Cc) : le coefficient égal à $5 \times (1 - Crm th)$."

Art. 5. L'article 1er, § 1er, 6°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Nombre corrigé de locataires à revenus modestes" est remplacé par la disposition suivante :

"Impact de la présence de locataires à revenus modestes : le nombre de logements multiplié par le coefficient correcteur".

Art. 6. L'article 1er, § 1er, 7°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Trésorerie" est remplacé par la disposition suivante :

"Trésorerie corrigée : le solde du compte courant ordinaire de la société auprès de la Société régionale wallonne du Logement diminué du montant des provisions et des garanties locatives et augmenté des placements effectués auprès de tout organisme financier ou de crédit et du montant des aides d'assainissement de l'exercice précédent susceptibles d'être octroyées aux sociétés sous plan mais non encore liquidées."

Art. 7. L'article 1er, § 1er, 11°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Loyer réel" est remplacé par la disposition suivante :

"Recette théorique : le résultat de l'addition des loyers des locataires en place calculés en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, basés sur la répartition des locataires de la société par tranches de revenus et les paramètres $X1$ et $X2$ sectoriels moyens constatés par la Société régionale wallonne du Logement sur toutes les sociétés."

Art. 8. L'article 1er, § 1er, 14°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, intitulé "Résultat corrigé de la société" est remplacé par la disposition suivante :

"Résultat corrigé de la société : la différence entre la recette théorique, d'une part, et l'annuité et les coûts d'exploitation standard, d'autre part."

Art. 9. L'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est remplacé par la disposition suivante :

"L'allocation forfaitaire unitaire est obtenue en divisant le montant de l'aide arrêté par le Ministre pour la méthode de calcul forfaitaire, par le nombre de logements de toutes les sociétés multiplié par leurs coefficients correcteurs."

Art. 10. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est remplacé par la disposition suivante :

"L'allocation de solidarité accordée à une société est obtenue en multipliant l'allocation forfaitaire unitaire par le nombre de logements de la société multiplié par son coefficient correcteur."

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 12. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2462

[C - 27469]

18. MAI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1987 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), in seiner durch die Dekrete vom 16. Oktober 1986, vom 1. Dezember 1988 und vom 21. Oktober 1992 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1987 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 und vom 8. November 1980 und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 10. April 1995 abgegebenen Gutachtens der S.R.W.L.;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

In der Erwägung, daß das Berechnungssystem der Mietzinse der Mieter von Sozialwohnungen durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, abgeändert worden ist; daß infolgedessen der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1987 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen umgehend anzupassen ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, die ziltige Verteilung des Solidaritätsfonds für das Jahr 1994 zu ermöglichen;
Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive" den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1987 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen.

Art. 2. Artikel 1 § 1 3° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive mit dem Titel "Mieter mit geringem Einkommen" wird aufgehoben.

Art. 3. Artikel 1 § 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive mit dem Titel "Durchschnittlicher Einkommenskoeffizient (Crm)" wird wie folgt abgeändert:

"Theoretischer durchschnittlicher Einkommenskoeffizient (Crm th): das Verhältnis zwischen den theoretischen Einnahmen und den Grundmieten", d.h.:

$$\frac{(0,4 * ELB) + (X_{th} * ERA)}{ELB}$$

ELB

wo :

ELB die Summe der Grundmieten der bewohnten Wohnungen ist;

ERA die Summe der jährlichen Einkünfte der Mieter ist;

X_{th} auf der Grundlage der durchschnittlichen Sektorenparameter X1 und X2 und der Verteilung der Mieter der Gesellschaft je nach Einkommenstufe bestimmt wird;

X1 und X2 die in der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Fassung, erwähnten Parameter sind.

Art. 4. Artikel 1 § 1 5° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, mit dem Titel "Berichtigungskoeffizient (Cc)", wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Berichtigungskoeffizient (Cc) : Den Koeffizienten, der 5 x (1 - Crm th) entspricht".

Art. 5. Artikel 1 § 1 6° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, mit dem Titel "Berichtigte Anzahl der Mieter mit geringem Einkommen", wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Auswirkungen der Präsenz von Mietern mit geringem Einkommen : die Anzahl der Wohnungen, multipliziert mit dem Berichtigungskoeffizienten."

Art. 6. Artikel 1 § 1 7° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, mit dem Titel "Kassengeld", wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Berichtigtes Kassengeld: den Saldo des gewöhnlichen laufenden Kontos der Gesellschaft bei der S.R.W.L. abzüglich der Mietrückstellungen und -sicherheiten und mit Hinzurechnung der Geldanlagen bei jeglicher Finanz- oder Kreditsanierung und des Betrags der Sanierungsbeihilfen des vorangegangenen Haushaltsjahres, die den Gesellschaften gewährt werden können, jedoch noch nicht ausbezahlt worden sind."

Art. 7. Artikel 1, § 1, 11° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, mit dem Titel "Realmiete", wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Theoretische Einnahme: die Summe der Mietzinse der bewohnenden Mieter, die in Anwendung des Erlasses vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, berechnet werden. Diese Berechnung erfolgt auf der Grundlage der Verteilung der Mieter der Gesellschaft je nach Einkommenstufe und der durchschnittlichen Sektorenparameter X1 und X2, die durch die S.R.W.L. bei allen Gesellschaften festgestellt worden sind."

Art. 8. Artikel 1 § 1 14° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive, mit dem Titel "Berichtigtes Ergebnis der Gesellschaft", wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Berichtigtes Ergebnis der Gesellschaft: den Unterschied zwischen der theoretischen Einnahme einerseits und dem Jahresbetrag und den Standardbetriebskosten andererseits."

Art. 9. Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die einheitliche pauschale Beihilfe wird dadurch berechnet, daß der vom Minister für die pauschale Berechnungsmethode festgelegte Beihilfebetrags durch die Anzahl Wohnungen aller Gesellschaften, multipliziert mit deren Berichtigungskoeffizienten, geteilt wird."

Art. 10. Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die einer Gesellschaft gewährte Solidaritätsbeihilfe wird dadurch berechnet, daß die einheitliche pauschale Beihilfe durch die Anzahl Wohnungen der Gesellschaft, multipliziert mit deren Berichtigungskoeffizienten, multipliziert wird."

Art. 11. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Art. 12. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 95 - 2462

[C - 27469]

18 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij de decreten van 16 oktober 1986, 1 december 1988 en 21 oktober 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 en 8 november 1990 en bij besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van de "Société régionale wallonne du Logement", gegeven op 10 april 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de wijzigingen die bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen, zijn aangebracht in de berekeningswijze van de door de huurders van sociale woningen betaalde huur, tot gevolg hebben dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen onverwijld moet worden aangepast;

Overwegende dat de verdeling van het Solidariteitsfonds zo spoedig mogelijk moet kunnen plaatsvinden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder besluit van de Waalse Gewestexecutieve het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1987 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen.

Art. 2. Artikel 1, § 1, 3°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Huurders met bescheiden inkomens" wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 1, § 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Gemiddelde inkomstcoëfficiënt (Crm)" wordt gewijzigd als volgt :

"Gemiddelde theoretische ontvangstcoëfficiënt (Crm th) : de verhouding tussen de theoretische ontvangsten en de basishuurprijzen", hetzij :

$$(0.4 * \Sigma LB) + (X_{th} * \Sigma ERA)$$

ΣLB

waarin ΣLB = de som van de basishuurprijzen van de bewoonde woningen;

ΣERA = de som van de jaarlijkse inkomsten van de huurders;

X_{th} = bepaald wordt op grond van de gemiddelde sectorale parameters X_1 en X_2 en de indeling van de huurders van de maatschappij per inkomensschijf;

X_1 en X_2 = de parameters bedoeld in de bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991;

X_{th} = bepaald wordt op grond van de gemiddelde sectorale parameters X_1 en X_2 en de indeling van de huurders van de maatschappij per inkomensschijf;

X_1 en X_2 = de parameters bedoeld in de bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij besluit van 23 juli 1992.

Art. 4. Artikel 1, § 1, 5°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Correctiecoëfficiënt (Cc)" wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Correctiecoëfficiënt (Cc) : de coëfficiënt die gelijk is aan $5 \times (1 - C_{rm} th)$."

Art. 5. Artikel 1, § 1, 6°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Gecorrigeerd aantal huurders met bescheiden inkomens" wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Weerslag van de aanwezigheid van huurders met bescheiden inkomens : aantal woningen vermenigvuldigd met de correctiecoëfficiënt."

Art. 6. Artikel 1, § 1, 7°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Geldelijke middelen" wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Gecorrigeerde geldelijke middelen : het saldo van de gewone rekening courant van de maatschappij bij de "Société régionale wallonne du Logement", verminderd met het bedrag van de huurvoorzieningen en -waarborgen en verhoogd met de bij elke geld- of kredietinstelling belegde geldsommen en met het bedrag van de saneringstegevoelkomsten van het vorige boekjaar die aan de maatschappijen kunnen worden toegekend maar nog niet zijn uitbetaald."

Art. 7. Artikel 1, § 1, 11°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Werkelijke huurprijs" wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Theoretische ontvangsten : de uitkomst van de optelling van de door de werkelijke huurders betaalde huurprijzen, berekend krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de "Société régionale wallonne du Logement" of de door haar erkende maatschappijen, op basis van de indeling per inkomensschijf van de huurders van de maatschappij en de gemiddelde sectorale parameters X_1 en X_2 die door de "S.R.W.L." bij alle maatschappijen worden vastgesteld."

Art. 8. Artikel 1, § 1, 14°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, met als titel "Werkelijke huurprijs" wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Gecorrigeerd bedrijfsresultaat : het verschil tussen enerzijds de theoretische ontvangsten en anderzijds de annuïteit en de gestandaardiseerde exploitatiekosten."

Art. 9. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt vervangen door de volgende bepaling :
"De forfaitaire eenheidstoelage wordt berekend als volgt : het door de Minister voor de forfaitaire berekeningsmethode vastgestelde bedrag van de tegemoetkoming wordt gedeeld door het aantal woningen van alle maatschappijen, vermenigvuldigd met hun correctiecoëfficiënten."

Art. 10. Artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve wordt vervangen door de volgende bepaling :
"De aan een maatschappij toegekende solidariteitstoelage wordt berekend door vermenigvuldiging van de forfaitaire eenheidstoelage met het aantal woningen van de maatschappij, vermenigvuldigd met zijn correctiecoëfficiënt."

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 12. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regèring,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 95 - 2463

[C - 27476]

**18 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988
relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 76 inséré par la loi du 19 juillet 1976;
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées;

Vu l'article 134bis de la nouvelle loi communale inséré par la loi du 12 janvier 1993;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 1993 réglant le droit de réquisition d'immeubles abandonnés, visé à l'article 134bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1993, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'encourager au plus vite toute initiative visant à résoudre le problème des sans-abri;

Considérant par ailleurs que cette initiative s'inscrit dans un cadre pré-établi;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées.

Art. 2. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est complété par l'alinéa suivant :

"7° Droit de réquisition : droit dont dispose le Bourgmestre de réquisitionner un immeuble abandonné sur base de l'article 134bis de la nouvelle loi communale mis en application par l'arrêté royal du 6 décembre 1993".

Art. 3. Dans l'article 2, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 2 :

"Sans préjudice de l'alinéa 2, dans le cas particulier d'un immeuble à réhabiliter dans le cadre du droit de réquisition, la subvention accordée à la commune couvre 25 % du coût des travaux si la durée de mise à disposition est de 3 à 5 années, et 50 % du coût des travaux si la durée de mise à disposition est de 6 à 8 années".

Art. 4. L'article 3, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est complété comme suit :

"dans le cadre du droit de réquisition, la convention visée à l'article 6, § 5 de l'arrêté royal du 6 décembre 1993 réglant le droit de réquisition d'immeubles abandonnés, visé par l'article 134bis de la nouvelle loi communale ou l'arrêté de réquisition visé par l'article 7 du même arrêté royal."

Art. 5. Dans l'article 5, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon, l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 2 :

"Si l'opération se réalise dans le cadre du droit de réquisition, pour une mise à disposition de moins de 6 années, les travaux doivent être terminés dans un délai d'une année".

Art. 6. L'article 6, 2e tiret, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est complété comme suit :

"sauf le cas des communes agissant dans le cadre du droit de réquisition et pour lesquelles la durée de mise à disposition peut être réduite conformément à l'article 2, § 1er".

Art. 7. L'article 7, § 2, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est complété comme suit :

"S'il s'agit d'une intervention dans le cadre du droit de réquisition, l'acte à produire pour la liquidation de cette première tranche est soit la convention de réquisition visée à l'article 6, § 5, de l'arrêté royal du 6 décembre 1993 réglant le droit de réquisition d'immeubles abandonnés visé par l'article 134bis de la nouvelle loi communale, soit l'arrêté de réquisition accompagné de la décision du juge de paix, visée à l'article 7 de l'arrêté royal précité, fixant le juste dédommagement dû au propriétaire".

Art. 8. L'article 7, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Si le montant de la subvention accordée est supérieur au coût réel des travaux ou au pourcentage de ce coût pris en charge par la Région, il est procédé au recouvrement de la différence".

Art. 9. L'article 8, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon est complété par l'alinéa suivant :

"Dans les cas où l'opération ne bénéficie pas d'une subvention de 100 %, la commune est libre de l'affectation des recettes".